

PDSCNEWS





L'influence stratégique russe : quelle évolution depuis trente ans ?

En mars 2014, en réaction à l'implication russe dans la crise ukrainienne, le président américain Barack Obama qualifiait la Russie de « puissance régionale », seulement capable de menacer ses voisins « non pas par la force, mais en exploitant leurs faiblesses ». Depuis, les succès récents de la politique étrangère russe ne cessent d'interroger. Comment un pays comme la Russie, immense territorialement — traversé par 11 fuseaux horaires — mais marginal lorsque mesuré pour son économie ou d'autres critères de puissance, a pu devenir une puissance si influente ?

Ξ

La fin de l'URSS : un moment-clé pour comprendre la trajectoire de la Russie

En décembre 1991 la démission de Mikhaïl Gorbatchev marquait la fin de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). La future Russie s'en trouvait ruinée – d'autant plus qu'elle avait déjà subi d'importants revers dans les années 1980 : la perestroïka et la guerre d'Afghanistan (1979-1989) avaient considérablement affecté son économie et l'état de son matériel militaire. La Russie avait alors cherché à préserver son espace national par deux moyens : la constitution d'alliances internationales sécuritaires et le développement de l'arme nucléaire comme force dissuasive.

Dans les années 2000 l'économie de la Russie s'est redressée. Le pays a remboursé sa dette et a pu redéfinir sa politique de défense. À l'État-major, l'extension des pays membres de l'OTAN à d'anciennes républiques soviétiques, les traités stratégiques sur les armes et le retrait unilatéral américain du traité anti-

missiles balistiques ont été interprétés comme des atteintes à la sécurité de la Russie. Au titre d'une concurrence stratégique occidentale, la Russie a décidé de redéfinir son positionnement sur la scène mondiale.

Le repositionnement des années 2000 : une géostratégie tournée vers l'Eurasie et l'Afrique

Depuis le début des années 2000, les alliances internationales se sont multipliées en Eurasie. En 2001 le projet d'Organisation de Coopération de Shanghai a été lancé par la Chine, la Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. À ces membres fondateurs se sont ajoutés l'Inde et le Pakistan en 2017. Depuis la création de l'OCS certains États en sont devenus observateurs : la Mongolie (2004), l'Iran (2005), l'Afghanistan (2012) et la Biélorussie (2015). Aujourd'hui l'OCS a un poids considérable : elle couvre 3/5 de l'Eurasie et concerne près de la moitié de la population mondiale.

Son objectif est de développer des alliances politiques, économiques et sécuritaires entre ses États

membres. En 2002 l'Organisation du Traité de Sécurité Collective a été fondée par la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, l'Arménie, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Cette organisation politico-militaire est venue élargir le Traité de Sécurité Collective (1992) de Communauté États Indépendants des l'institutionnalisant. En 2013 l'Afghanistan et la Serbie ont rejoint l'OTSC alors qu'en 2012 l'Ouzbékistan la quittait. L'OTSC encourage les coopérations militaires dans une démarche sécuritaire - ce qui renforce le potentiel militaire de la Russie. Plus récemment l'Union économique eurasiatique a été créée (2015). Cette union réunie l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Russie. Par le bénéfice de ce réseau d'alliances internationales, la Russie a donc raffermi son poids sur la scène internationale.

Sa politique en Afrique est allée dans le sens d'une plus grande influence stratégique. Par la présence de sociétés russes de sécurités privées comme le groupe Wagner en République Centrafricaine ou par la conduite sur place de « guerres informationnelles » au sens large, la Russie a développé son *soft-power*. L'ensemble des relais diplomatiques, économiques, militaires ou culturels ont été employés à ces fins. Le sommet « Russie-Afrique » tenu à Sochi du 23 au 24 octobre 2019 en est l'émanation la plus récente.

Une industrie de défense à l'ampleur internationale : un relais géostratégique majeur

Par le développement de son industrie de défense et ses exportations d'armes, la Russie a consolidé sa position stratégique à l'échelle mondiale - position essentielle à la conduite d'une politique de défense offensive. En premier lieu parce que ses réseaux commerciaux de défense ont favorisé les coopérations et les alliances militaires. Plus largement parce que la solidité de l'industrie de défense de la Russie a été le gage de l'autonomie stratégique du pays ces dernières décennies. En 2017, le pays est ainsi devenu le deuxième plus gros producteur d'armes de la planète derrière les États-Unis, détrônant le Royaume-Uni. Mais le poids mondial de l'industrie de défense de la Russie reste relatif: en 2018 parmi les cent plus grandes compagnies de vente d'armes, les compagnies étasuniennes représentaient 59% du total des exportations contre 8,6% pour les compagnies russes. Cette même année la somme des ventes d'armes des dix compagnies russes les plus importantes était de 36,2 milliards de dollars (SIPRI) - une baisse marginale de 0,4% par rapport à 2017. Parmi ces dix compagnies, cinq connaissaient une croissance de leurs ventes. L'une se distinguait particulièrement : Almaz-Antey, à la neuvième position mondiale, avec 27% du total des armes vendues par les compagnies russes du top 100.

En dynamique les ventes d'armes russes se sont principalement tournées vers l'Asie du Sud-Est, l'Asie Pacifique, le Proche et le Moyen-Orient en cohérence avec la géostratégie du pays. D'après le SIPRI Arms Transfers Database, de 2010 à 2018 l'Inde représentait 1/3 des exportations d'armes de la Russie, suivi par la Chine (12%), l'Algérie (11,4%), le Vietnam (9%) et l'Égypte (5%). Par ses exportations, la Russie a renforcé ses relations commerciales et par extension ses alliances. Rétrospectivement, le développement de l'industrie de défense russe a donc été l'un des leviers du regain d'influence de la Russie dans le monde.

La réforme des capacités de défense de la Russie : pilier d'une influence stratégique élargie

Pour conduire une politique de défense plus offensive, la Russie a dû renforcer puis élargir ses capacités militaires. L'engagement du pays dans le conflit géorgien (2008) lui a fait prendre conscience des limites de son arsenal conventionnel — en marge de sa victoire stratégique : son armement de précision était défectueux, les armées russes accusaient un retard dans les technologie C4-ISR (Command, Control, Communication, Cumputer - Intelligence, Surveillance, Reconnaissance) essentielles à la conduite de « guerres informationnelles » et les forces sur le terrain étaient de mauvaise qualité.

En réponse, l'armée russe s'est engagée dans une dynamique d'harmonisation de ses armes nucléaires, de son arsenal conventionnel et de ses forces nonconventionnelles, dans une approche « reconnaissance strike complex ». Les budgets alloués à sa défense ont augmenté : de 7,2 milliards de dollars courants soit 2,8% de son PIB en 2000, ils sont passés à 64,2 milliards de dollars courants soit 3.93% de son PIB en 2018 — ce qui a fait de la Russie le pays européen consacrant le plus de budget à sa défense (SIPRI).

La redéfinition du cadre stratégique : de nouveaux types d'engagements plus flexibles

Face à l'évolution des capacités de défense russe, le pays a nécessairement dû repenser son cadre stratégique. La Russie a ainsi renoué avec certaines traditions de sa pensée stratégique. En 2013 à militaires, le l'académie des sciences discours du programmatique Chef d'État-major Valery Gerasimov a posé les jalons de ce nouveau cadre stratégique. Reprenant le concept de « guerres de nouvelle génération », Valery Gerasimov insistait sur l'importance de travailler mieux à une conceptualisation de la nature changeante de la guerre. Depuis ce discours, le concept de doctrine Gerasimov s'est imposé dans le champ des études stratégiques sur la Russie. À tort, ce concept a parfois été rapproché de celui de guerre hybride. En tant que telle, la vision défendue par Chef d'État-major de la Russie est celle d'une adaptation permanente de la pensée stratégique russe à la réalité. Il ne s'agit pas véritablement d'une doctrine mais d'un cadre de pensée.

Au demeurant l'adoption d'une théorie militaire qui évolue sans peur de l'échec a conféré à la Russie un avantage stratégique certain, propice à l'innovation et à la flexibilité. Depuis cinq à six ans, l'appareil militaire russe s'est comporté comme une machine apprenante. À ce titre les engagements russes en Crimée (2014), en Ukraine (2014) et en Syrie (2015) ont constitué autant d'expériences dont la Russie s'est nourrie pour mieux s'adapter. Ces engagements ont eu deux objectifs majeurs : préserver les intérêts stratégiques de la Russie et garantir l'intégrité du territoire par le développement de zones-tampons. Par leur mise en œuvre, ils révèlent les grands principes de la stratégie russe de nos jours.

La « guerre informationnelle » ou comment s'inscrire dans une continuité de la guerre

En 2008 la participation russe à la deuxième guerre d'Ossétie du Sud faisait donc prendre conscience au pays du retard de ses technologies C4-ISR par rapport aux États-Unis et à l'OTAN - technologies essentielle à la conduite de « guerres informationnelles ». Depuis la Russie a réformé ses capacités de défense vers plus de moyens. Ses succès en Crimée en mars 2014 - le oui l'ayant emporté à 97% au referendum « êtes-vous prêts au rattachement de la Crimée à la Russie?» - et l'instabilité en Ukraine depuis février 2014 - des groupements pro-russes s'étant développés dans les anciennes divisions de Donetsk et Luhansk suite à la révolution de Maïdan et à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement intérimaire pro-occidental - ont attesté de ce virage stratégique. La permanence des hostilités en Ukraine après plus d'une vingtaine de cessez-le-feu met en exergue la volonté russe de s'inscrire dans une continuité de la guerre. Comme relevé par le New York Times, la Russie suivrait une politique d'influence en République Centrafricaine potentiel d'engagements futurs.

L'asymétrie et l'hybridité : maîtres-mots de la pensée stratégique russe

D'un point de vue stratégique le cas de l'Ukraine est également éclairant à deux titres : hormis l'intervention éclair de l'armée russe du 22 au 25 août 2014, la Russie ne s'est pas directement engagée dans les hostilités. Officiellement ce sont les groupements pro-russes de la République Populaire de Luhansk (RPL) et de Donetsk (RPD) qui mènent les combats. La Russie s'est principalement montrée solidaire de ces groupes paramilitaires de manière indirecte. Cette asymétrie des acteurs engagés permet de contourner les conventions internationales des conflits armés. Elle pose encore aujourd'hui la question de savoir qui est responsable juridiquement du conflit ukrainien. En deuxième ressort, la solidarité russe aux groupes paramilitaires ukrainiens est passée par l'emploi de l'ensemble des sphères stratégiques de l'État : diplomatiques, industrielles, économiques, militaires et culturelles. Cette extension des champs étatiques engagés dans la guerre - traduite par le concept anglais de « cross-domain coercion » - inaugure un tournant stratégique pour la Russie.

Le 30 septembre 2015 la réponse militaire à la demande officielle d'« aide militaire » de Bashar al-Assad a poursuivi dans cette démarche de réforme de la politique de défense russe initiée au lendemain de la guerre de Géorgie. Il s'est agi de la première intervention militaire de la Russie hors du territoire de l'ancien bloc de l'Est depuis la guerre d'Afghanistan. Pour assurer sa défense et son influence stratégique, la Russie est désormais prête et capable de dépasser le cadre territorial de l'Europe et de l'ancienne Union soviétique. Ses engagements récents en Afrique sont allés dans ce sens.

Et demain?

Comme relevé en 1997 par Zbigniev Brzezinsky dans *The Grand Chessboard*, l'Eurasie pourrait représenter un espace géostratégique majeur pour l'équilibre du monde de demain — le projet des « nouvelles routes de la soie » va dans ce sens. Par sa position géographique centrale et ses alliances en Eurasie, la Russie se profilerait alors comme l'une des grandes puissances de cet espace. La flexibilité du cadre stratégique russe favoriserait cette position, comme souligné en 2014 par Peter Pomerantsev dans *Nothing is True and Everything is Possible* — qui plus est d'après la trajectoire suivie par Russie depuis 1991.

Conférences de la chaire des grands enjeux stratégiques contemporains :

- 20/03/2017, « La pensée stratégique Russe : changement et continuité » par Dmitry Adamsky
- 04/03/2019, « L'autonomie stratégique européenne et la Russie : une voie à (tenter de) suivre » par Marci Terlikowski

Bibliographie:

- Peter Pomerantsev, Nothing is True and Everything is Possible, 2014
- Zbigniev Brzezinsky, The Grand Chessboard, 1997
- Olivier Chopin et Benjamin Oudet, Renseignement et sécurité, 2e édition, Armand Colin, Paris, 2019

Articles:

- France Culture, « La Russie en Afrique le retour »,
 https://www.franceculture.fr/emissions/affaires-etrangeres/la-russie-en-afrique-le-retour
- The New York Times, « Putin's Russia, Punching Above Its Weight, Keeps Adversaries Off Balance », https://www.nytimes.com/2019/12/23/world/europe/russia-putin.html

Photo:

- L'Amiral Kouznetsov, navire amiral et seul porte-avion russe. US Navy Domaine public.